

Le processus de paix dans tous ses états

Ilan Halevi

La machine à euphoriser les opinions publiques s'est finalement grippée, le processus de paix est entré en crise et le roi est nu. A la Knesset, fin février, David Levy, ministre des Affaires étrangères du gouvernement d'Ehoud Barak, un homme dont la carrière a longtemps été ralentie du fait qu'il n'a jamais été à l'armée, éructe un chapelet de menaces terroristes contre le Liban : « *Une vie pour une vie, sang pour sang, enfant pour enfant* ». La Maison

Blanche, qui la veille encore rendait la résistance libanaise responsable de l'escalade, déplore ces propos « *déplacés* ». Le Président israélien affirme qu'il l'aurait dit « *autrement* », et Lionel Jospin, en visite

officielle en Israël, déclare qu'il s'abstiendra de tout commentaire à propos de cet embarrassant sujet pendant la durée de sa visite. Ce qui ne l'empêche pas, dans la foulée, de dénoncer la résistance libanaise à l'occupation israélienne, de qualifier de « *terroristes* » les opérations et attaques contre les forces armées de l'occupant, au mépris du droit, de la morale, du consensus international – et même des accords de surveillance du cessez-le-feu au sud du Liban, qui consacrent la légitimité de la résistance et auxquels la France est partie prenante – et de justifier à l'avance le terrorisme d'Etat israélien au Liban, présenté comme de la légitime défense. Colère dans le monde arabe. Les étudiants qui manifestaient à Birzeit, le surlendemain de ces surprenants propos, n'auront pas voulu entendre les explications embarrassées et dédramatisantes que le Premier ministre de la République française a dispensé à ses interlocuteurs palestiniens. Violant leur engagement de s'en tenir à une protestation polie, ils ont attaqué le cortège ministériel à coup de pierres, et c'est un miracle qu'aucun des officiels n'ait été atteint.

Les réactions du monde politique français aux déclarations choquantes et maladroitement du Premier ministre lors de sa visite en Israël, la convocation par Chirac, la colère de Seguin, la montée au créneau d'Hervé de Charette et d'Alain Juppé, ne doivent cependant pas faire

illusion. Ce qui est en jeu ici n'est pas essentiellement, comme on a trop tendance à se l'imaginer au Moyen-Orient, le clivage entre une droite française arabophile et une gauche sionisante. Non seulement parce qu'il existe aussi une droite pro-israélienne et une gauche solidaire du peuple palestinien, mais surtout parce que c'est l'Union européenne dans son ensemble, captive d'un effet-Barak tardif et de ses propres ambitions diplomatiques, qui louche vers l'abandon de ses justes positions dans l'espoir pusillanime qu'Israël lui concédera un strapontin à la table des négociations.

Après six mois de négociations (que Yasser Arafat lui-même a qualifiées d'absurdes), la date du 13 février, qui devait, selon le calendrier arrêté à Charm El-Cheikh en septembre dernier, voir la conclusion d'un « accord-cadre » sur le statut définitif des territoires palestiniens occupés en 1967, est passée sans effet. Le Premier ministre israélien, pourtant élu pour faire la paix, a préféré jouer sur deux pistes à la fois – la palestinienne et la syrienne – avant de perdre sur les deux. Jouer sur les pistes, jouer sur le calendrier, tout en continuant la colonisation à outrance. Selon le mouvement israélien La Paix Maintenant, la colonisation israélienne a connu sous Barak un développement plus rapide, une extension plus galopante encore que sous Nétanyahou : construction de plusieurs milliers d'unités de logement pour les colons, percement de routes dites de contournement, démolition de maisons palestiniennes. Les accords intérimaires, dont le calendrier d'application avait été fixé, pour la énième fois, à Charm El-Cheikh, n'ont été que partiellement mis en œuvre, souvent de façon caricaturale, et, depuis six mois, la délégation israélienne aux négociations sur le statut définitif récite comme une invariable litanie les « lignes rouges » de son gouvernement, exigeant d'annexer la moitié du territoire de la Cisjordanie, pour y préserver des « blocs de colonies », refusant toute discussion sur Jérusalem, toute notion de retour des réfugiés, toute idée de souveraineté effective pour l'Etat palestinien à venir.

Et c'est ainsi qu'au lieu de signer, comme il

s'y était à plusieurs reprises engagé, la paix avec la Syrie, le Liban et la Palestine, Barak s'est retrouvé face à une crise multiforme de crédibilité auprès de l'ensemble de ses partenaires régionaux, mais aussi locaux : affaiblie par les scandales, divisée contre elle-même, sa coalition parlementaire déjà hétéroclite se rétrécit, commence à s'effriter, ne devant sa survie qu'à la désorganisation plus profonde encore de la droite vaincue.

Et comme la guerre est la continuation de l'absence de politique par d'autres moyens, Israël, faute de mieux, fait la guerre au Liban, un pays qui, depuis trois décennies, semble être littéralement « là pour ça » – abcès de fixation régional, champ clos d'affrontements par procuration. En une nuit de pertes militaires israéliennes au Liban, toute la machine de guerre psychologique et culturo-médiatique s'est remise en marche, et la société israélienne, qui n'avait de toute façon guère intégré le discours de la paix, est retournée à ses démons. Dans ce contexte, les outrances bellicistes, racistes et génocidaires du ministre israélien des Affaires étrangères ne procèdent pas seulement du désordre et de la démagogie. Elles s'inscrivent dans un dessein mobilisateur de l'opinion israélienne, au moment même où l'opposition à la présence de l'armée au Liban a atteint la « masse critique » au-delà de laquelle l'évacuation prévue et promise pour juillet prochain se transforme en déroute militaire et en défaite politique.

Seuls les Européens, pourtant si braves il y a un an à Berlin, lorsque Nétanyahou les désespérait, refusent de prendre acte de cette crise et entourent le « nouveau » gouvernement israélien de prévenances et de sollicitude, fermant complaisamment les yeux sur les violations, les promesses non tenues, les actes unilatéraux, les mensonges, tentant de compenser cette insigne faiblesse – qui se nourrit de l'exemple américain – en augmentant parallèlement leur assistance technique, économique et financière aux Palestiniens. Combien de temps le pourront-ils sans que la crise ne les touche ? Avant la fin de cette année, accord ou pas, la proclamation de

l'Etat palestinien dans des frontières incertaines et pas reconnues, repoussée l'an dernier, aura lieu : tel est en tout cas l'engagement solennel de la direction palestinienne face au peuple et au monde. Il reste six mois de compte à rebours, de préparation et de préparatifs. N'entend-on donc pas, derrière les protestations de bonne volonté et les déclarations rassurantes, les bruits de botte ? A observer certaines acrobaties diplomatiques européennes des dernières semaines, et la vaine tentative de « découpler » les relations bilatérales avec Israël (et avec la Palestine) des avatars du processus de paix, on s'interroge sur la perception de la nature de la crise actuelle au nord de la Méditerranée. Ici s'entremêlent l'ignorance, le préjugé et les intérêts plus ou moins bien compris des uns et des autres, les pitoyables ambitions politiciennes de ceux-ci et les grands desseins stratégico-fantasmagoriques de ceux-là.

Derrière les tentatives actuelles des Européens de se soustraire à leurs propres engagements, il y a la volonté de donner à Israël des gages de soi-disant neutralité (en l'occurrence, neutralité entre le droit et le crime) en échange d'un infléchissement de l'opposition israélienne à toute présence européenne à la table des pourparlers. Il y a aussi, sans doute, le reflet et la rançon de la perte de prestige et d'autorité morale d'une Autorité palestinienne durement touchée par les allégations de corruption et les cas avérés de violation des droits de la personne. Il y a surtout une vision immodérément modeste du poids propre de l'Europe dans l'équation moyen-orientale. Cette soumission volontaire aux diktats et aux veto israéliens dans le domaine diplomatique, que les Etats membres de l'Union européenne croient compenser à travers la générosité de leur assistance économique à la construction palestinienne, les prive, au contraire, de leurs propres atouts et moyens de peser sur le rapport de forces. Ainsi les résolutions de la Commission européenne excluant les produits des colonies israéliennes des avantages et privilèges fiscaux et douaniers découlant de l'accord d'association restent-elles

à ce jour sans effet, puisqu'elles se heurtent, tout doucement et sans se plaindre, aux déclarations frauduleuses des autorités douanières israéliennes. C'est qu'en effet il faut choisir : agir directement sur la situation, ou solliciter poliment une invitation israélienne à se joindre aux pourparlers avec l'approbation explicite de la Maison Blanche. On en viendrait presque, par impuissance, à regretter Nétanyahou dont les mensonges ne trompaient personne. On est en tout cas bien loin du sommet européen de Berlin, où les Européens, avec l'accord de l'administration américaine, avaient solennellement réaffirmé le droit.

•

Dieu que la Palestine est belle sous la neige, spectaculairement abondante cette année ! Tandis que les enfants, petits et grands, inventaient la « pierre à blanc » et s'adonnaient joyeusement à une pseudo-Intifada de boules de neige contre tout véhicule passant à leur portée, les pompiers et les policiers, les employés municipaux et les services techniques travaillaient d'arrache-pied pour rétablir les lignes d'électricité et de téléphone coupées, et rouvrir à la circulation les routes et les rues enneigées. Encouragés par les citoyens, qui leur apportaient du thé et la chaleur de leur soutien. Test réussi : tout fonctionnait déjà à nouveau avant la fin de la tempête. Que l'indulgent lecteur me pardonne cette puérité : ce n'est pas tous les jours qu'on peut être fier du fonctionnement de l'Etat !

—I. H.

Ramallah, 27 février 2000